

**QUELLE PRISE EN COMPTE DES INCERTITUDES
CLIMATIQUES ET GEOPOLITIQUES ?
JEUDI 2 FEVRIER 2023**

SALLE/ADRESSE :	Salle de La Garenne, 60, avenue Général Eisenhower - 69005 Lyon
PARTICIPANTS :	247 participants dans la salle et 229 sur YouTube
DĒBUT > FIN :	19 heures – Rencontre publique interrompue Durée enregistrement : 1h05

Commission particulière du débat public (CPDP) :

M.	Michel BADRÉ	CPDP
Mme	Judith FERRANDO	Animatrice du débat, Missions publiques

Initialement prévu.es d'intervenir pour la CPDP

Mme	Sabine GIRARD	CPDP
M.	Maël Goumri	CPDP

En début de séance : la parole a été donnée aux associations

M.	Bruno CHAREYRON	CRIIRAD
M.	Michel DUBROMEL	France Nature Environnement
Mmes	Camila & Mathilde	Réseau Sortir du nucléaire
M.	Joël GUERRIER	Sortir du nucléaire
M.	Michel LABROUSSE	Global Chance
M.	Hugo (nom non cité)	Les Voix du nucléaire
M.	Yves MARIGNAC	négaWatt
Mme	Kako NAIT ALI	EDF
Mme	Myrto TRIPATHI	Les Voix du nucléaire
M.	Alain VOLLE	Porte-parole de Stop Tricastin

Accueil républicain :

Mme	Nadine GOURGEL	Maire du 5e arrondissement de Lyon
-----	----------------	------------------------------------

Déroulé initialement prévu de la rencontre publique et personnes qui devaient intervenir :

Présentation de la contribution par les porte-paroles du panel citoyen

Contributions individuelles de la salle via Sli.do

Prises de parole des intervenant.es

- Magali REGHEZZA-ZITT, géographe à l'École Normale Supérieure et membre du Haut Conseil pour le Climat
- Bruno CHAREYRON, ingénieur en physique nucléaire, directeur du laboratoire de la Commission de Recherche et d'Informations indépendantes sur la RADioactivité (CRIIRAD)
- Myrto TRIPATHI, présidente et fondatrice de l'association « Voix du nucléaire »
- Yves MARIGNAC, chef du Pôle énergies nucléaire et fossiles de l'Institut NégaWatt
- Valérie FAUDON, déléguée générale de la Société Française d'Énergie Nucléaire (SFEN)

Temps d'échanges avec le public en salle et en ligne

Réactions de EDF

- intervention de Antoine Ménager, directeur du débat public ERP2

Temps de conclusion

Présentation des autres modalités du débat (CPDP)

Mot de conclusion par Michel Badré (CPDP)

COMPTE RENDU DE RÉUNION :

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Bonsoir à toutes et à tous. Merci de nous avoir rejoints pour ce huitième temps fort du débat public ce soir, ici. Merci d'avoir pu également patienter le temps de rentrer. Je suis Judith FERRANDO et je vais animer cette soirée. Je voulais juste avant de laisser tout de suite la parole à Madame la Maire qui nous accueille dans son arrondissement vous dire que nous sommes, à partir de maintenant, diffusés sur YouTube. Bonsoir également à toutes celles et tous ceux qui nous suivent sur YouTube. Cette soirée est filmée. Si vous ne souhaitez pas être film s, on vous invite à vous installer sur les derniers rangs. Sans plus attendre, je vous passe la parole.

Mme Nadine GOURGEL, maire du 5e arrondissement de Lyon

Bonsoir. Cher Michel BADRÉ, président de la Commission nationale du débat public, chers élus, chères habitantes et chers habitants de la métropole de Lyon et du 5e arrondissement, également chères spectatrices et chers spectateurs sur YouTube. Bonsoir à toutes et tous. Bienvenue dans le 5e arrondissement dans notre salle de La Garenne.

M'exprimant au nom du maire de Lyon et de l'ensemble des élus municipaux, nous accueillons avec sérieux et responsabilité ce débat de la Commission nationale du débat public.

Manifestations dans la salle

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Nous avons justement prévu un débat public pour que tout le monde puisse s'exprimer ce soir avec un programme qui laisse la parole à une expertise pluraliste et je propose que nous puissions entendre Madame la Maire jusqu'au bout.

Manifestations dans la salle

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

En réponse à des manifestants en salle,

Non, Chantal JOUANNO n'a absolument pas dit cela, ni moi non plus. Nous avons invité Madame la Maire du 5e arrondissement à ouvrir notre séance. Je trouve que la démocratie supposerait de lui laisser la parole, s'il vous plaît.

Manifestations dans la salle

Je pense que chacun peut apprécier ici la méthode consistant à empêcher les gens de s'exprimer. Le débat public sert à ce que les gens puissent s'exprimer.

Manifestations dans la salle

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Voulez-vous venir ici dire ce que vous avez à dire après avoir entendu Madame la Maire ?

Manifestations dans la salle

On a justement ce soir prévu un programme qui donne la parole à des expertises pluralistes et pour faire part des différentes incertitudes et points de vue sur ces incertitudes, y compris de personnes qui sont opposées à la relance du nucléaire. Ce serait tout de même dommage de ne pas pouvoir entendre l'ensemble des points de vue en présence.

Manifestations dans la salle

En tout cas, pour l'instant, on vous entend.

Manifestations dans la salle

Est-ce que je peux demander à la régie d'afficher le programme afin que tout le monde puisse être conscient de ce que l'on a prévu ensuite et de l'intérêt que cela peut aussi avoir de se laisser cet espace de discussion ? On a prévu ce soir après l'accueil républicain de Madame la Maire, d'abord entendre les manifestants qui étaient dehors. Il y a des porte-paroles qui ont prévu de venir ici expliquer ce pour quoi ils ont décidé d'organiser une expression publique à l'extérieur, on avait aussi envie de les entendre. Ce serait tout de même dommage de ne pas les entendre. Ensuite, on a un panel de citoyens tirés au sort qui s'est aussi penché sur cette question de l'incertitude.

Manifestations dans la salle

Avoir ensuite une prise de parole d'intervenants pluralistes.

Manifestations dans la salle

Le débat, c'est aussi débattre avec des gens avec qui on n'est pas d'accord. C'est cela l'objectif tout à l'heure.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Les attaques personnelles ne sont absolument pas admissibles.

Manifestations dans la salle

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Par ailleurs, Yves MARIGNAC demande un droit de réponse. Voulez-vous dire quelque chose ?

M. Yves MARIGNAC, négaWatt

Non.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Est-ce que nous pouvons peut-être vous laisser finir, Madame GOURGEL, sur justement l'importance que vous apportez à la tenue d'un débat public ?

Mme Nadine GOURGEL, maire du 5e arrondissement de Lyon

Je vais tout de même...

Manifestations dans la salle

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Bien, le silence est revenu, c'est une bonne nouvelle. Je vous propose...

Manifestations dans la salle

Je crois qu'il y a une majorité de gens dans la salle qui souhaiterait que ce débat ait lieu et que puissent s'exprimer des arguments et des contre-arguments. Ce serait donc fort dommage que l'on doive renoncer à ce programme qui permet justement d'avoir, y compris la parole prévue dans une première partie à ceux qui étaient dehors, et on aimerait aussi les entendre d'une manière moins mélomane.

Manifestations dans la salle

C'est justement sur ce point que vous venez de soulever, Monsieur, que Michel BADRÉ voulait insister au début pour prendre acte aussi d'une situation qui a changé, le contexte a changé sur le débat. On voulait juste avoir d'abord le mot d'accueil de Madame la Maire. Si vous pouviez écouter ces propos liminaires, ce serait de nature à repartir sur des bases propices au dialogue.

Manifestations dans la salle

On peut faire cela bien sûr. Est-ce que ceux qui veulent débattre peuvent lever la main ?

Manifestations dans la salle

On peut entendre la colère. On peut entendre l'agacement. On peut entendre l'exaspération, mais c'est aussi bien d'argumenter là-dessus.

Manifestations dans la salle

M. Bruno CHAREYRON, CRIIRAD

Je suis un peu gêné de me mettre un peu en avant. Je m'appelle Bruno CHAREYRON de la CRIIRAD et je voulais exprimer le fait qu'à la CRIIRAD, vous connaissez, je suppose, c'est une association créée en 1986 à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, c'est peut-être la honte, mais laissez-moi juste dire ceci. Vous savez qu'à la CRIIRAD depuis des années nous boycottons systématiquement ces débats qui sont en fait des cautions à des décisions qui sont prises par les pouvoirs publics, en particulier sur le nucléaire, cela a été le cas pour l'EPR de Flamanville. C'est le cas pour Cigéo. Nous savons très bien que ces consultations du public sont biaisées parce que les décisions sont prises avant, et c'est pour cela qu'à la CRIIRAD nous avons toujours boycotté ces débats. Ce soir, si nous avons accepté après mûre réflexion de venir quand même, c'est en se disant que là nous ne cautionnons absolument rien puisque tout le monde voit bien que c'est une mascarade. En même temps que ce débat est organisé, il y a la loi sur l'accélération du nucléaire et qu'il y a...

Intervention dans la salle hors micro inaudible

Bien sûr que non ! C'est pour cela qu'en venant ici, si nous avons l'occasion de nous exprimer, vous verrez ce que nous avons à dire sur ce type de débat. Maintenant, il est clair qu'il n'y a pas de débat en ce sens que les décisions sont prises avant que les gens puissent débattre, et ceci est scandaleux. C'est pour cela qu'il aurait peut-être été souhaitable que le débat soit dissous. Voilà, je vous repasse la parole.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Merci. D'autres prises de parole ?

Manifestations dans la salle

Camila & Mathilde, réseau Sortir du nucléaire (première intervenante)

Bonsoir, on est Camila et Mathilde du réseau Sortir du nucléaire. On est venu aujourd'hui pour expliquer pourquoi on refuse de continuer à participer à ce débat. Pourquoi est-on là ce soir ? En février 2022, Emmanuel MACRON a annoncé de manière unilatérale lors de son discours de Belfort la relance du nucléaire en France et la construction de nouveaux réacteurs. Le gouvernement souhaite construire les premiers réacteurs EPR2 alors que le chantier de Flamanville est toujours en cours. Le 27 octobre 2022, la Commission nationale du débat public a lancé un débat sur le projet de nouveaux réacteurs EPR et plus globalement sur la relance du nucléaire. Le réseau Sortir du nucléaire avait alors décidé de participer à ce débat et notre porte-parole avait rappelé lors de la séance d'ouverture que nous avions accepté de participer à celui-ci, car il nous semblait que le but de la CNDP n'était pas de fournir un vernis d'acceptabilité sociale à ce projet, mais réellement de questionner son opportunité.

Nous avons ainsi opté pour une participation critique à cette procédure afin de ne pas laisser le terrain aux mensonges de l'industrie nucléaire qui souhaite faire passer son programme comme solution pour la transition énergétique. Cependant, malgré les multiples efforts et alertes des organisateurs et organisatrices du débat public, le gouvernement s'est employé à saper le travail de consultation pour mieux faire passer en force son

programme nucléaire, en particulier à travers le projet de loi sur l'accélération du nucléaire. Un projet de loi soumis par le gouvernement au Parlement qui vise à accélérer les procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires. Par cette loi, le gouvernement espère gagner du temps sur les procédures administratives qui régulent la construction de nouveaux réacteurs, tout cela pour respecter les délais intenablement qu'il s'est lui-même fixés. Or, les réserves sur les chantiers des précédents réacteurs, notamment le chantier de Flamanville, ne sont pas liées à des questions de délais administratifs, mais à de multiples incidents, défauts de soudure et autres malfaçons. Les gains de temps escomptés dans le projet de loi seront de quelques mois, et ce au mépris de la libre administration des collectivités territoriales et en rabotant le droit à la participation du public et le droit de l'environnement. Hier encore, le 24 janvier, le Sénat a voté en faveur de ce projet de loi en y ajoutant un amendement qui supprime l'objectif de réduction à 50 % la part du nucléaire dans le mix électrique à l'horizon 2035 anticipant le travail que doivent effectuer les députés en juin lors de l'examen de la loi énergie climat.

Cet amendement n'a rien à faire dans ce texte. Le calendrier de cette loi ainsi que ses amendements témoignent d'une vision antidémocratique où le débat public est réduit au statut de pure formalité administrative. Le fait que cette loi soit examinée au Sénat en plein débat est clairement de nature à dissuader le public de s'y impliquer. Pourquoi s'investir dans un débat quand tout est déjà décidé ?

Camila & Mathilde, réseau Sortir du nucléaire (deuxième intervenante)

J'entends que ce débat public est resté confiné aux sphères déjà initiées malgré son enjeu national et la bonne volonté de ses organisateurs, nous ne pouvons que constater le très faible écho médiatique pour des séances organisées dans des salles excentrées à la jauge réduite. Les membres du gouvernement ont pourtant eu de nombreuses opportunités médiatiques pour parler de ce débat public en cours et inciter le grand public à y participer. Rien n'est fait pour que la population se sente impliquée et se sente en mesure de s'approprier pleinement un débat qui acte pourtant les choix énergétiques et économiques de la France sur des générations.

Camila & Mathilde, réseau Sortir du nucléaire (première intervenante)

En définitive, la bonne question à se poser me semble être, « Le débat public peut-il être réduit au statut de pure formalité administrative ? » Le réseau Sortir du nucléaire ne le pense pas. C'est un droit acquis grâce aux mobilisations citoyennes consacrées par la Constitution et les traités internationaux. Le mépris de ce droit nous est insupportable et a motivé notre départ de ce débat public.

Nous nous opposerons notamment ici en Auvergne – Rhône-Alpes, car si le gouvernement a d'ores et déjà décidé où implanter les premières paires d'EPR2, c'est-à-dire Penly et Gravelines, les sites du Bugey et ceux du Tricastin sont en concurrence pour accueillir la troisième paire. Il était donc important pour nous de montrer que les habitants et habitantes de la région Rhône-Alpes, de Lyon, de Bourg-en-Bresse, de Montélimar et d'ailleurs se mobilisent face à la relance du nucléaire.

Camila & Mathilde, réseau Sortir du nucléaire (deuxième intervenante)

Nous souhaitons également rappeler que le nucléaire est une industrie polluante, capitaliste, centralisatrice et néocoloniale qui ne répond ni aux enjeux climatiques et environnementaux ni aux enjeux sociaux de notre époque. L'urgence climatique nous impose de déployer des solutions rapidement et financièrement accessibles à l'inverse des centrales nucléaires aux investissements financiers lourds, aux délais de construction qui se chiffrent en dizaine d'années et aux risques imprévisibles sur la gestion de ses déchets pour les générations futures alors que nous nous acheminons vers un monde plus incertain, marqué par des phénomènes climatiques extrêmes.

L'urgence devrait être de tabler sur un système énergétique sobre, renouvelable et résilient, mais pas sur la relance d'une technologie complexe, dangereuse, vulnérable aux aléas et productrice de déchets ingérables.

Camila & Mathilde, réseau Sortir du nucléaire (première intervenante)

Nous apportons aussi notre soutien aux collectifs et territoires en lutte contre les industries qui s'accaparent nos biens communs, que ce soit à Bure contre le projet Cigéo ou à Saint-Soline contre les méga-bassines, ces projets relèvent d'un même système mortifère qui appartient au vieux monde, mais face à lui, nous maintenons l'opposition. Nous serons au rendez-vous aux prochaines séances du débat public aux côtés d'autres organisations, mais à l'endroit où la démocratie semble devoir encore et toujours trouver sa place pour se faire entendre dans la contestation devant les salles du débat public, contre l'adoption par le Sénat du projet de loi sur l'accélération du nucléaire, contre les choix dangereux de ce gouvernement, nous vous donnons rendez-vous à ces mobilisations à Tours et à Rouen.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Merci, mesdames.

Manifestations dans la salle

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Nous avons prévu qu'après l'intervention que vous venez d'écouter que les organisations qui participent au débat puissent donner leur point de vue sur ce qu'on avait entendu.

Manifestations dans la salle

C'est vrai qu'en ce moment il n'y a pas de débat, mais je crois que tout le monde voit d'où cela vient.

Manifestations dans la salle

Si des organisations souhaitent prendre la parole, elles le peuvent.

M. Michel DUBROMEL, France Nature Environnement (FNE)

Je me présente, Michel DUBROMEL. Je représente France Nature Environnement. Il est bien connu que France Nature Environnement est présent à Bure, est présent à toutes les manifestations et a participé au débat public sur le PNGMDR. Donc, nous avons toujours affiché notre position et elle ne changera pas d'un iota. Nous sommes contre le nucléaire. Je l'exprime parce que j'ai été élu au sein de FNE pour porter cette voix. Nous considérons que ce n'est pas la bonne voie pour l'avenir, mais nous souhaitons en débattre parce qu'il faut qu'il y ait une instance dans laquelle nous puissions librement, ouvertement, échanger nos positions, y compris...

Manifestations dans la salle [0:26:32.6-26.44]

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Merci, Monsieur DUBROMEL. Monsieur, je vous en prie. Si on discrédite la parole de toutes les personnes qui la prennent, cela va être très compliqué d'échanger. Monsieur ?

Manifestations dans la salle

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Si vous ne voulez plus nous écouter, la porte est grande ouverte, pas de problème.

M. Alain VOLLE [0:27:15.4], porte-parole de Stop Tricastin

Bonsoir à toutes et à tous. Je suis le porte-parole du collectif Stop Tricastin. Je ne reçois aucune subvention du gouvernement ni de rien. Je suis simplement venu aujourd'hui alerter tout le monde sur les problématiques spécifiques de Tricastin qui pourrait demain éventuellement accueillir une paire d'EPR2. Bien entendu, je ne vais pas refaire le débat du nucléaire.

Manifestations dans la salle

Oh, on se calme s'il vous plaît, à chacun son tour. J'ai fait 200 km pour venir de Montélimar et j'ai le droit de parler. On se calme. Trop lent, trop lourd, trop cher, trop compliqué, le nucléaire ne sauvera pas le climat, on est d'accord.

Manifestations dans la salle

M. Alain VOLLE, porte-parole de Stop Tricastin

Eh bien si justement, je pense qu'il y a des informations que l'on peut donner. Je voudrais parler de la situation de Tricastin. À Tricastin, il y a beaucoup de problèmes, mais il y a surtout un problème majeur qui n'est pas évoqué dans le débat public, et c'est pour cela que je suis venu ce soir exprès en parler. Ce soir, on doit parler de risques climatiques et de risques géopolitiques qui sont bien entendu à prendre en compte. On ne sait pas si dans dix, vingt ou trente ans, il y aura assez d'eau dans le Rhône pour refroidir les réacteurs du Bugey ou de Tricastin, mais je suis venu parler du risque majeur à Tricastin, c'est le risque sismique. Effectivement, à Tricastin, nous sommes dans une zone sismique active. Le problème est que le canal de Donzère-Mondragon qui apporte l'eau pour refroidir les quatre réacteurs actuels qui pourraient demain refroidir d'éventuels EPR a une digue en terre. Cette digue en terre est fragilisée depuis très longtemps. D'ailleurs, l'Autorité de sûreté du nucléaire a demandé à EDF de la réparer en 2017. Les quatre réacteurs ont été fermés pendant trois mois pour réparer la digue, car elle était mal en point. L'Autorité de sûreté nucléaire au bout de trois mois a demandé à EDF de revoir les travaux et de la renforcer avant fin 2022. Les travaux viennent de se terminer, sauf qu'en 2019 il y a eu un tremblement de terre chez nous. Vous êtes au courant, le tremblement de terre du Teil.

Manifestations dans la salle

Oh, à chacun son tour. Tout le monde n'est pas au courant, ce n'est pas vrai.

Manifestations dans la salle

Je veux terminer pour que l'on prenne conscience...

Manifestations dans la salle

Vos gueules! J'habite à côté de la centrale. Vos gueules, vous nous gonflez, les mecs! Je vous demande cinq minutes. Cette digue en terre est fragile. Si, demain, il y a un nouveau tremblement de terre de force 7 et qu'elle s'écroule, ce sont 2000 m³ d'eau qui déboulent sur les quatre réacteurs. Ils sont noyés et on est à Fukushima. J'aime ma région. Je n'ai pas envie d'être évacué. Je n'ai pas envie de perdre ma maison. Je n'ai pas envie que mes amis soient évacués. C'est pour cela que je suis là ce soir. Ce que je vous raconte, ce n'est pas une lubie d'écolo. Je vais vous citer Monsieur Pierre-Franck CHEVET, ancien président de l'Autorité de sûreté nucléaire, qui en 2018...

Manifestations dans la salle

Dans une interview que vous pouvez lire dans le livre de Thierry GDAULT qui s'appelle « Nucléaire, danger immédiat ». Je cite Monsieur Pierre-Franck CHEVET, président de l'ASN, « En cas de séisme fort, on pourrait aller vers une situation avec quatre réacteurs simultanés en fusion qui ressemblent potentiellement à un accident de type Fukushima ».

débat public organisé par

Donc, ce n'est pas une lubie. C'est une réalité. Nous ne voulons pas en prendre encore pour cinquante ans si on avait à nouveau des EPR 2 qui arrivaient. Donc, nous refusons une telle prise de risque pour la population et les travailleurs. Nous refusons de continuer à être de la chaire à neutron. Pas d'EPR2 ni à Tricastin, ni à Bugey, ni ailleurs. Merci de m'avoir laissé parler.

Manifestations dans la salle

Franchement, vous êtes gonflants.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Merci. C'est cela aussi le rôle du débat public. C'est un rôle d'information du public, des points de vue différents qui peuvent se confronter et c'est cela que l'on essaye de faire vivre ce soir. On peut prendre d'autres points de vue dans la salle. Qu'en pensez-vous, Michel BADRÉ, est-ce bon pour vous? Est-ce qu'il y a d'autres points de vue que l'on n'aurait pas entendus concernant le débat et qui veulent s'exprimer?

M. Hugo, adh rent, Les Voix du nucléaire

Bonjour. Je m'appelle Hugo. Je suis adh rent de l'association « Les Voix du nucléaire ». J'aimerais juste savoir s'il y a des gens de moins de trente ans qui sont pour le nucléaire dans la salle de se lever. Il n'y en a pas beaucoup ce soir, mais il y en a. Vous pouvez vous rasseoir. Je voulais dire que cet été, il va faire très chaud et l'été suivant encore très chaud. En 2050, il fera extrêmement chaud. Si on n'arrête pas cette machine infernale, on sera tous dans la merde. Juste une chose, j'ai un enfant qui vient d'avoir deux ans. Je ne lui souhaite pas un avenir avec des températures aussi caniculaires que ce que l'on va connaître dans les prochaines années. Je souhaiterais donc dire aux antinucléaires, renseignez-vous parce qu'il est prouvé qu'en se renseignant on devient pour. Deuxièmement, j'aimerais aussi vous dire pour rappel que l'Ukraine (Tchernobyl) relance son nucléaire, le Japon (Fukushima) relance son nucléaire.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Merci. Monsieur a évoqué précédemment les risques sismiques. Monsieur, ici, les risques climatiques, les incertitudes, c'est justement l'enjeu de ce soir. Si vous nous laissiez avancer dessus vous pourriez entendre des points de vue argument s et différents sur cette question.

Monsieur, vous êtes venu jusqu'à nous.

M. Joël GUERRIER, association Sortir du nucléaire

Joël GUERRIER, Sortir du nucléaire Bugey, coordination Stop Bugey. Lors de cette réunion, il est prévu que l'on nous présente les résultats du travail d'un panel de 25 citoyens. C'est risible, 25 citoyens pour un pays de plus de 60 millions d'habitants qui sont censés représenter ses habitants. Non, non.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Si.

M. Joël GUERRIER, association Sortir du nucléaire

Monsieur, la CNDP œuvre pour la programmation pluriannuelle de l'énergie. En 2018, vous aviez fait un panel de 400 citoyens, c'était mieux. 25 citoyens, on voit que c'est ridicule.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Nous n'avons jamais prétendu que ce panel de citoyens était représentatif. J'ai fait des statistiques pendant dix ans de ma vie, Monsieur, ne racontez pas n'importe quoi, ce n'est pas du tout cela le sujet.

M. Joël GUERRIER, association Sortir du nucléaire

Vous écrivez tout de même vingt-cinq citoyennes et citoyens venant de toute la France.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Tout à fait.

M. Joël GUERRIER, association Sortir du nucléaire

Vingt-cinq participants qui représentent une grande diversité de profil alors qu'il y a plus de quatre-vingt-dix départements.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Cela est vrai.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Une diversité, mais pas une représentativité.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Cela ne veut pas dire représentatif de la France. Il ne faut pas déformer les propos des gens, Monsieur.

M. Joël GUERRIER, association Sortir du nucléaire

Je vous dis tout de même que c'est ridicule d'avoir travaillé avec vingt-cinq citoyens.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Vous ne les avez pas écoutés.

M. Joël GUERRIER, association Sortir du nucléaire

Par rapport au sujet de ce soir sur les incertitudes climatiques et géopolitiques, c'est aussi risible parce que le nucléaire est tout sauf une réponse aux incertitudes climatiques et géopolitiques. Depuis un an, la guerre est à nos portes dans un pays dont les centrales nucléaires sont les cibles potentielles, où une catastrophe nucléaire est une conséquence possible de ce conflit. Oui, la présence d'équipements nucléaires augmente les risques pour les populations pour tous les pays. Ce sera peut-être un jour le cas chez nous en France soit par un fait de guerre, soit par un fait de terrorisme international.

Par ailleurs, les incertitudes géopolitiques et climatiques ne permettent pas d'envisager le suivi et la sauvegarde des déchets nucléaires sur des milliers d'années de manière sécurisée. Les décideurs en ce domaine font preuve d'une bien grande arrogance. Pour produire de l'électricité, les réacteurs nucléaires ont besoin d'uranium, et depuis 2001 tout l'uranium consommé par les réacteurs nucléaires français est importé. L'indépendance énergétique de l'énergie nucléaire est une fake news. Presque un tiers de cet uranium vient du Niger, pays dont la France va bientôt être chassée tout comme cela s'est passé au Mali, un gros tiers vient du Kazakhstan, pays sous influence de la Russie, etc.

Sur le climat, regardons les choses en face, le dérèglement climatique est déjà là, et c'est maintenant qu'il faut mettre en œuvre les mesures pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, pas dans dix ou vingt ans. La construction de nouveaux réacteurs nucléaires avec les terrassements, les bétons, les métaux, va prendre une quinzaine ou une vingtaine d'années, et pendant cette période, va contribuer à augmenter les rejets de gaz à effet de serre et non pas les diminuer alors que tout se joue pendant cette période.

Non, le nucléaire ne sauvera pas le climat. Le nucléaire est une source d'énergie trop lente, trop chère à construire, responsable d'importantes pollutions impactant la biodiversité, inadaptée face à la hausse des températures, grande consommatrice d'eau, incompatible avec un modèle de société fondée sur une indispensable sobriété. Il est crucial de mettre en place dès à présent des solutions facilement et financièrement accessibles face à l'urgence climatique. Comment voir les EPR comme la solution à l'urgence climatique même s'ils avaient fait la preuve de leur capacité à fonctionner? Pour l'instant, c'est plutôt le contraire. Ils constitueraient un mauvais choix. La situation énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique imposent prioritairement beaucoup de sobriété et d'efficacité énergétique quasi ignorée par notre gouvernement, et de toute urgence le développement des énergies renouvelables et des techniques de stockage avec des investissements bien supérieurs à ce qui est fait actuellement.

Elle peut être facilement et rapidement mise en œuvre, le vent et le soleil sont 100 % décarbonés et les installations seront recyclables à plus de 90 %. Les scénarios énergétiques pour 2050 de l'ADEME, de RTE, de négaWatt, confirment que les scénarios 100 % énergies renouvelables sont possibles. C'est là que nous devons aller et pas vers des EPR. Je voudrais dire par rapport au réchauffement climatique, cet été, à Bugey, on a fait des dérogations pour permettre aux réacteurs nucléaires de fonctionner. Il y a déjà une réglementation qui limite les rejets thermiques des centrales, et on a fait des dérogations à ces réglementations qui sont normalement fixées pour protéger la faune et la flore aquatique. Or, là, on est passé au-dessus. On a privilégié l'économie et ceci est scandaleux.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Je vous rappelle que nous sommes aussi suivis sur YouTube. Or, les personnes sur YouTube n'entendent pas ce qui se passe dans la salle. Ils entendent ce qui se passe au micro. Ils entendent des points de vue. On aimerait savoir si par rapport à ce qui vient d'être exprimé il y a d'autres arguments et d'autres points de vue. Est-ce que Madame PONON vous voulez réagir? Non? Madame, je vous en prie, Madame TRIPATHI?

Mme Kako NAIT ALI, EDF

Bonsoir, je m'appelle Kako NAIT ALI, je travaille chez EDF. Je préfère le préciser.

Je voulais dire que tout ce qui vient d'être dit par le Monsieur que l'on vient d'entendre est totalement faux. Malheureusement, on n'aura pas l'occasion d'en débattre puisque nous avons des perturbateurs aujourd'hui. La seule chose que démontre le comportement de ces quelques personnes, être antinucléaire, c'est être anti-climat et être antidémocratique.

Manifestations dans la salle

C'est tout ce que j'avais à dire.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

C'est difficile dans un débat très clivé de faire... on n'est pas en train de compter les points, ce n'est pas un ring. L'idée est d'échanger des arguments et de pouvoir s'entendre et se répondre. Or, je n'ai pas l'impression que c'est ce que l'on fait.

Manifestations dans la salle

Les arguments, c'est justement ce qu'on a prévu de présenter après. Là, ce sont des points de vue que l'on entend. Il y a des arguments dedans. Il y a des opinions. Il y a l'ensemble des choses. Donc, l'idée de démêler tout cela était l'objectif de la table ronde d'interventions d'expertises pluralistes juste après. Michel, je vous passe la parole.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Je pense que la façon dont ce non-débat se passe pour la raison due au fait que certains souhaitent empêcher de débattre ne peut pas permettre, cela n'apporte rien de continuer à échanger des arguments comme cela.

Manifestations dans la salle

Nous avons une intervention de Global Chance, une intervention des Voix du nucléaire et une intervention de Monsieur MARIGNAC. Je propose de passer la parole à ces trois personnes et nous verrons ensuite ce qu'il y a lieu de faire. Arrêtez les attaques personnelles.

Manifestations dans la salle

Arrêtez les attaques personnelles, s'il vous plaît. Les attaques personnelles ne mènent à rien.

Manifestations dans la salle

Très bien, bravo, félicitations. Vous voulez prendre la parole.

M. Michel LABROUSSE, membre de Global Chance

Bonjour. Je m'appelle Michel LABROUSSE et je suis membre de Global Chance. C'est une association de scientifiques qui s'interrogent beaucoup sur les questions énergétiques et nous sommes profondément antinucléaires. J'ai travaillé pendant une quinzaine d'années dans le nucléaire et je me suis rendu compte au bout d'une quinzaine d'années que ce n'était pas la bonne route. C'était il y a très longtemps. Quand ce débat a commencé, Global Chance s'y est intéressé en sachant pertinemment que le débat public n'est pas une institution, ce n'est qu'une consultation. Nous nous sommes attachés à porter quelques arguments. J'espère que toutes ces personnes qui s'intéressent au nucléaire ont lu les cahiers d'acteurs, ont suivi la controverse sur le problème, et donc nous nous sommes intéressés à participer au débat. Je suis venu effectivement de Paris aujourd'hui et j'y reviendrai.

Si le débat n'a pas lieu, c'est un peu regrettable. Je pense qu'il est inutile de crier pour une bonne raison, ces réacteurs, notamment ceux de Penly, ne se feront pas. Ils ne se feront pas. On démarrera peut-être, on a déjà démarré la plateforme, mais les incertitudes, quel est le problème d'aujourd'hui? Quelles sont les incertitudes? Autrement dit, quels risques courrons-nous? Or, d'un côté, nous avons des gens qui nous disent, on a pris en compte tous les changements climatiques possibles et de l'autre côté, notamment les gens qui s'intéressent au changement climatique ne nous parlent pas tant de la remontée des niveaux d'eau, mais ils ne savent pas quelle est la situation. Or, face à une incertitude profonde, on ne peut pas faire correspondre un domaine d'incertitude. On ne sait pas par exemple à Penly quel sera le niveau de la remontée de la mer, quelle sera l'évolution de la ligne de côte, et d'un autre côté, on nous dit on les a toutes prises en compte. Automatiquement, il y aura une décision qui sera prise à un moment de mettre ces réacteurs ailleurs ou de faire autre chose, mais le principal est de pouvoir entendre les arguments, de les voir sur des courbes.

Manifestations dans la salle

Pour l'instant, on ne sait pas le faire et on ne saura certainement pas le faire.

Manifestations dans la salle

Il me semble évident qu'en participant activement et sereinement au débat, ces réacteurs vraisemblablement ne se feront pas. D'autres solutions existent. Si toutes les réunions de ce débat se terminent comme celle qui s'est terminée à Lille, et risque de se terminer aujourd'hui, je pense que le nombre de pronucléaires augmente considérablement. Donc, je fais simplement un petit conseil à tous ceux qui essaient de perturber cette séance de laisser parler, notamment les gens qui ont des choses à dire en pour ou en contre. Merci.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Merci de nous avoir rappelé que cela pouvait desservir aussi les points de vue. Cela ne permet pas de s'informer. Dommage pour les personnes qui nous suivent sur YouTube. Dommage également pour le panel citoyen. Madame Myrto TRIPATHI.

Mme Myrto TRIPATHI, présidente des Voix du nucléaire

Merci. Bonsoir. Bonsoir aussi à ceux qui ne sont pas venus pour s'exprimer, mais qui sont venus pour s'assurer que les autres ne s'expriment pas, bel exemple encore une fois de démocratie participative.

Manifestations dans la salle

Je vais vous lire l'intervention que j'ai prévu de vous lire aujourd'hui avec beaucoup de plaisir et beaucoup de fierté. Je suis Myrto TRIPATHI, la présidente des Voix du nucléaire. C'est un immense honneur.

Manifestations dans la salle

Je tiens avant tout à remercier l'équipe du débat public de permettre à une expression citoyenne favorable au nucléaire de s'exprimer en tribune. Nous représentons après tout la majorité des Français. Nous tenons à bénéficier des avantages que confère l'énergie nucléaire aux citoyens que nous sommes. Nous serons donc attentifs à ce que les conditions dans lesquelles EDF et la filire mènent les projets soient bonnes. Projet dont nous sommes les décideurs et eux les exécutants puisqu'il s'agit d'une mission de service public. Nous serons aussi attentifs à ce que la réalisation de ces projets le soit tout autant. C'est la première fois que nous disposons de temps de parole officiel, vous excuserez donc l'efficacité de mon propos.

La transition énergétique consiste à remplacer 90 % des énergies fossiles et biomasse sur lesquels nous nous appuyons à l'échelle planétaire et à 75 % à l'échelle nationale. On ne doit pas remplacer ces énergies carbonées parce qu'il faut consommer moins d'énergie ou parce qu'elles sont représentatives d'un système que l'on aime ou que l'on n'aime pas. On veut les remplacer avant tout parce qu'elles sont fortement émettrices de gaz à effet de serre. La sobriété ou un changement de système peuvent être des objectifs. Ils le sont pour certains d'entre nous, mais ils ne sont pas les objectifs de la transition énergétique. L'objectif de la transition énergétique est de mettre fin aux émissions de gaz à effet de serre en moins de trente ans. La première incertitude est celle-ci. Allons-nous parvenir à changer 90 % de ce sur quoi l'ensemble de nos vies et de nos valeurs repose en l'espace de moins d'une génération ? Ce seul enjeu est tellement énorme à lui tout seul, le réussir paraît déjà un objectif tellement inatteignable qu'il n'est pas raisonnable d'ajouter à cette difficulté des incertitudes supplémentaires d'autant plus que l'on peut s'en passer.

  titre d'exemple parmi plusieurs, dans le scénario N03 de RTE, les importations deviendraient nécessaires pour assurer la sécurité d'approvisionnement durant 3 % du temps, ce qui représente plus de 260 heures par an, soit l'équivalent d'une dizaine de jours au niveau national dans des circonstances de faible capacité pilotable pouvant entraîner une rupture d'approvisionnement immédiate. Compter pour notre approvisionnement électrique dix jours par an sur le fait que les pays voisins, dans la même situation de tension, et même bien pire, fassent exactement ce qu'ils ont promis de faire est un pari et une incertitude majeure.

Même dans le scénario S3 NUC de l'ADEME, l'usage de biomasse pour les usages énergétique est de 380 TWh, soit 33 % de plus que le potentiel et le gisement total disponible en France comme l'a souligné France Stratégie dans un contexte où cette hypothèse constitue une clé de réussite ou d'échec de leur scénario.

Dans le scénario de négaWatt, les gains nécessaires à l'efficacité énergétique imposeraient à 90 % du parc bâti d'avant 1975 d'atteindre le niveau bâtiment basse consommation ou équivalent d'ici à 2050, ce qui signifierait que tous les bâtiments de France soient neufs ou isolés de l'extérieur avec des modifications profondes pour la plupart d'entre eux alors que cet objectif n'a jamais été évalué par aucune étude scientifique ni sur l'impact carbone des travaux nécessaires, mais plutôt alors que l'on souhaiterait décarboner l'énergie utilisée. Ce ne sont que des exemples auxquels on peut ajouter les paris faits sur l'hydrogène, la sobriété des modes de consommation des Français, la disponibilité en matériaux critiques importés de l'extérieur parce que porter la responsabilité de l'avenir de la planète et des populations qui l'habitent n'autorise pas à ajouter de l'incertitude à l'incertitude. Aux Voix du nucléaire, citoyens bénévoles, nous avons une conscience tellement aiguë de l'énormité que ce seul enjeu de la transition énergétique représente à lui tout seul, que nous avons voulu voir s'il était réaliste de penser le réussir sans faire ces paris géopolitiques, techniques et sociétaux. Ces paris sur la comète. Nous avons voulu voir s'il était possible d'y arriver avec ce dont nous disposons déjà.

Sur le sol français avec des technologies éprouvées dont nous avons la maîtrise, avec des efforts demandés dans l'urgence à la population, ils sont certes importants, mais ils nous paraissent compatibles avec le maintien de notre système démocratique. Nous avons voulu voir s'il était possible d'y arriver non seulement jusqu'à 2050, mais aussi au-delà parce que nous avons une certitude, c'est que la vie ne s'arrêtera pas en 2050 et que nous avons besoin d'un système durable pour des centaines d'années, pas des vingtaines. Le scénario TWh est le scénario du pessimisme, et pourtant ce qu'il démontre est que l'on peut y arriver en se basant sur ce qui est le plus proche aujourd'hui de ce que l'on peut appeler des certitudes. Dans le contexte climatique et géopolitique, quelles sont ces certitudes? Le nucléaire est de loin l'énergie qui est la plus basse en carbone de France.

Manifestations dans la salle

La France est le seul pays du G20 à avoir décarboné son système électrique à base de nucléaire et d'hydroélectricité. Il n'existe pas de villes ou de villages dans le monde bénéficiant d'une alimentation électrique fiable en s'appuyant sur 100 % d'éolien et de solaire. Ces énergies sont précieuses, mais elles ne servent pas à cela. Nulle part, l'éolien et le solaire n'ont jamais entraîné seuls la fermeture de centrales à gaz ou à charbon. On ne sait pas faire et on voudrait faire reposer l'avenir des Français sur l'hypothèse que l'on y arriverait tout d'un coup en trente ans. Parmi les certitudes, il y a celle que 95 % de la chaîne de valeur du nucléaire est présente sur le territoire et nous en maîtrisons 100 %. Nous avons les compétences, les filières académiques et industrielles, les installations présentes sur le territoire. Nous avons peut-être besoin de reconstruire, mais nous n'avons besoin de personne pour le faire. L'argent que la filière nucléaire nous coûte, car elle est intégralement en France, n'est pas de l'argent que nous dépensons sur les autres, mais de l'argent que nous dépensons sur nous-mêmes. C'est un investissement que nous faisons dans l'avenir. Cela signifie que mettre tous ses œufs dans le même panier dans le cas du nucléaire français n'est pas d'être dépendant, c'est être autonome.

Les incertitudes existent. Elles existeront toujours, mais avec des fondamentaux comme ceux-là on a réduit autant d'incertitudes que possible. Même avec le scénario TéraWatt-heure de la robustesse et de la résilience, il reste des enjeux, ceux que nous partageons tous, les enjeux humains, là-bas aussi. Ces enjeux humains sont la capacité à faire monter en puissance les compétences nécessaires à recruter et à former. C'est le premier.

Le deuxième est la capacité à faire accepter les désavantages qu'invariablement les programmes proposés par tous les scénarios, y compris négaWatt, ADEME et RTE, vont recueillir de la part des populations.

Le troisième est la capacité à prendre les décisions de politique publique qui doivent l'être et dans les temps. À ce stade, ces enjeux humains avec lesquels nous pouvons y arriver sont soumis à une deuxième incertitude majeure en plus de l'énormité et de l'ampleur de la transition énergétique. Cette incertitude, est-ce que chacun va prendre ses responsabilités et prendre l'engagement de ne transmettre dans le débat et au public que des informations avérées, des hypothèses validées, des conclusions justes et non biaisées basées sur la réalité des faits et de la science. Nous sommes tous dans le même bateau. Nous avons des décisions importantes à prendre collectivement. Il faut que chacun s'engage à ne plus mentir pour que ce débat public serve à quelque chose. Merci.

Manifestations dans la salle

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Certains parmi vous ont une manière de manifester leur désaccord tout à fait propice au débat et d'autres moins. Vous avez entendu une des interventions, mais on aurait dû en avoir d'autres qui puissent aussi répondre et montrer des manières différentes d'apprécier ces incertitudes à prendre en considération de relancer ou non le programme nucléaire.

Je vais maintenant passer la parole à Yves MARIGNAC de l'Institut négaWatt.

M. Yves MARIGNAC, négaWatt

Merci. Bonsoir. J'ai entendu les mises en cause tout à l'heure. Je ne vais pas y répondre directement. Je ne vais pas non plus faire des procès en démocratie ou antidémocratie des uns et des autres. Je ne vais pas non plus, et surtout pas exprimer ici une position qui est celle de négaWatt sur son scénario ou sur le sujet du jour, je trouve ces attitudes, tout ce que j'ai entendu jusqu'à présent relativement irresponsables face à la situation dans laquelle nous sommes.

Manifestations dans la salle

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

S'il vous plaît.

M. Yves MARIGNAC, négaWatt

Très bien, je vais m'en expliquer, il n'y a pas de problème. Pourquoi est-ce que je trouve cela irresponsable? Venir à la tribune ici et exprimer un point de vue dans ces conditions est se voiler la face par rapport à la situation de blocage démocratique dans laquelle nous sommes visiblement. Encore une fois...

Manifestations dans la salle

Parce que le débat est essentiel.

Manifestations dans la salle

Donc, ce que je dis aujourd'hui, ce qui se passe ce soir dans cette salle montre à quel point notre démocratie est malade face au nucléaire, et même à quel point le nucléaire rend notre démocratie malade. C'est, je pense, de cela qu'il faut tous se saisir. Par rapport à cela, par rapport aux critiques qui ont été formulées, tout le monde ici doit être évidemment lucide sur le fait que le gouvernement et le président de la République ont déjà non seulement décidé, mais engagé à travers différentes actions institutionnelles, à travers différents appels d'offres le programme de nouveaux réacteurs. Donc, l'objet de ce débat ne sera pas d'influencer cette décision, et le gouvernement en cela et le Parlement avec lui bafouent...

Manifestations dans la salle

J'ai bientôt fini, je vous rassure. Le gouvernement et le Parlement avec lui bafouent le principe constitutionnel de participation du public aux décisions en matière d'environnement.

débat public organisé par

C'est quelque chose d'extrêmement grave. Face à cette situation, on peut s'amuser à venir bloquer des réunions et faire de l'agit-prop, c'est sympathique ou très antipathique selon les points de vue, mais c'est absolument inutile.

Vous êtes les idiots utiles du président de la République et du gouvernement. Le débat public organisé par l'Autorité indépendante qui est la Commission nationale du débat public est le seul lieu institutionnel qui reste pour donner droit à des choses fondamentales démocratiquement, l'accès à l'information, l'expression de tous les points de vue, le contradictoire et l'information du débat par l'expertise pluraliste, et c'est mon dernier point.

Je suis convaincu depuis le début de ma carrière, cela a été un fil conducteur, que l'expertise pluraliste est indispensable pour éclairer le débat et produire des décisions prises dans l'intérêt général, et je suis fier du fait qu'avec négaWatt nous portons effectivement une expertise non institutionnelle robuste, crédible, entendue qui peut servir à ce type de dispositif dès lors que ce type de dispositif est reconnu institutionnellement, ce qui n'est pas le cas malheureusement aujourd'hui.

Mme Judith FERRANDO, animatrice du débat

Merci. Michel BADRÉ, je me tourne vers vous.

Manifestations dans la salle

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

On attendait que vous vous fatigiez un peu, mais c'est apparemment de la naïveté.

Manifestations dans la salle

Il paraît qu'on est entendu sur YouTube, et c'est utile de parler aux auditeurs. Je vais dire malgré le bruit, ce qu'entendent les gens en ligne, à savoir que nous avons l'intention de dire quelle était notre position à la CNDP et à quoi servait ce débat par rapport au vote de la loi au Sénat, par rapport au Conseil prévu à l'Élysée demain matin. La CNDP publiera un communiqué demain sur toutes ces mesures. Comme vous ne voulez pas les écouter, tous les participants ici pourront les lire, ce qui sera déjà un peu mieux. Ensuite, le débat est fait pour échanger les points de vue des uns et des autres pour se former. Je l'ai déjà dit tout à l'heure, il n'y a pas de débat parce que quelques-uns ici cherchent à l'empêcher, ce qui est une conception du débat qui n'est pas celle de tout le monde.

Manifestations dans la salle

Si on vous parle à l'oreillette, tout va bien, mais on ne me parle pas à l'oreillette. Donc, je parle librement. Nous dirons demain quelle était notre position là-dessus. Ensuite, chacun s'exprimera. Nous ne pouvons effectivement continuer pendant encore une heure ce genre d'échanges. Je pense que cela vous fatiguera la gorge et nous le reste. Donc, je propose à tout le monde que nous levions la séance. Nous préciserons à tout le monde les conditions dans lesquelles on pourra reprendre en visioconférence les échanges prévus, notamment la contribution des vingt-cinq citoyens qui a été citée tout à l'heure d'une façon tout à fait déformée, tout à fait inacceptable. Nous ferons connaître cette contribution parce qu'il y a eu un travail très important et remarquable de fait qui doit être connu. Nous publierons rapidement les modalités dans lesquelles chacun pourra suivre ce débat.

Je suis vraiment désolé pour tous ceux qui sont venus ici dans l'intention de débattre. C'était la nôtre aussi. Cela n'a pas été possible par la faute de quelques personnes, c'est très dommage. Je pense que nous continuerons, en tout cas à la CPDP nous continuerons à travailler pour que ce débat démocratique puisse avoir lieu. Bonne soirée à tous. Nous vous préciserons les modalités d'organisation d'une séance en visioconférence dans les jours à venir. Désolé de devoir interrompre cette séance. Cela n'était pas notre intention.